

Unité départementale de la Manche  
477 Boulevard de la Dollée  
BP 70271  
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 23/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AURYS INDUSTRIES**

ZI de Pommenauque  
50500 Carentan-les-Marais

Références : 2024.113  
Code AIOT : 0005301484

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2024 dans l'établissement AURYS INDUSTRIES implanté Zone industrielle de Pommenauque 50500 Carentan-les-Marais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre des actions nationales 2023 de l'inspection des installations classées visant à détecter, le cas échéant, des activités endocriniennes dans les eaux résiduaires d'origine industrielle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AURYS INDUSTRIES
- Zone industrielle de Pommenauque 50500 Carentan-les-Marais
- Code AIOT : 0005301484

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la production de miroirs, verres laqués et sérigraphiés.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Canal de prélèvement et de mesure du débit des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 28/02/2022, article 1er	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canal de prélèvement et de mesure du débit des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé une non conformité relative à l'état de propreté de l'ouvrage de rejet des eaux résiduaires du bâtiment D vers le cours d'eau La Madeleine.

Cette non conformité n'a pas empêché le prélèvement inopiné par le laboratoire mandaté par l'inspection des installations classées.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canal de prélèvement et de mesure du débit des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception du canal
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants, etc.).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p>

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'établissement est doté de 2 points de rejet des eaux industrielles résiduelles vers le cours d'eau dit La Madeleine.

Le premier est disposé dans le bâtiment A : les effluents passent par un canal Venturi (canal ouvert) pour mesure de la vitesse et prélèvement par un préleveur d'échantillons automatique (fixe). Le canal d'amenée et le chenal de dégagement du Venturi garantissent que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ce canal était suffisamment accessible au laboratoire mandaté par l'inspection des installations classées pour qu'il puisse aisément poser un préleveur d'échantillons automatique portable (et sa sonde de prélèvement) et un dispositif de mesure de vitesse par une canne de bullage. Ce préleveur portable a donc été asservi au débit par le laboratoire.

Le second est disposé dans le bâtiment D : les effluents passent par un canal de forme rectangulaire (canal ouvert) avec un déversoir (échancrure en forme de V) pour mesure de la vitesse et prélèvement par un préleveur d'échantillons automatique (fixe). L'ouvrage garantit que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Malgré son encrassement (cf. point de contrôle suivant), ce canal était suffisamment accessible au laboratoire mandaté par l'inspection des installations classées pour qu'il puisse aisément poser un préleveur d'échantillons automatique portable (et sa sonde de prélèvement) et un dispositif de mesure de vitesse par une canne de bullage. Ce préleveur portable a donc été asservi au débit par le laboratoire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Canal de prélèvement et de mesure du débit des effluents aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/02/2022, article 1er

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien du canal

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des

installations pour : [...] - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

**Constats :**

L'inspection des installations classées s'est assurée que le canal Venturi et le bidon du préleveur fixe dans le bâtiment A étaient propres (bidon exempt de dépôts de matières en suspension).

En revanche, l'ouvrage rectangulaire de rejet dans le bâtiment D (paroi en fond d'ouvrage, parois latérales et échancrure en V) était notoirement encrassé (Cf photos en annexe 1 au présent rapport). Ce constat constitue une NON CONFORMITÉ. L'exploitant doit se mettre en conformité en nettoyant cet ouvrage dans les meilleurs délais et en révisant, sous un mois, la périodicité de nettoyage du canal de façon à garantir son état de propreté, notamment à l'occasion des prélèvements inopinés.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1mois